

DISCOURS PRONONCÉ À L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DU SOVIET DE MOSCOU, LE 20 NOVEMBRE 1922⁹²

(Vifs applaudissements. « L'Internationale »). Camarades, je regrette beaucoup et je m'excuse vivement de n'avoir pu venir plus tôt à votre réunion. Si je suis bien renseigné, vous vous apprêtez il y a quelques semaines à me donner l'occasion de rendre visite au Soviet de Moscou. Je n'ai pu le faire parce qu'après ma maladie, depuis le mois de décembre, j'avais, pour employer le langage des professionnels, perdu ma capacité de travail pour un temps assez long ; de ce fait, j'ai dû remettre de semaine en semaine l'intervention que je fais ici aujourd'hui. J'ai été obligé de faire retomber sur le camarade Kaménev une part considérable du travail dont j'avais chargé au début, comme vous vous en souvenez, le camarade Tsiouroupa, puis le camarade Rykov. Et il faut dire que, pour user d'une comparaison que j'ai déjà employée, le camarade Kaménev a eu soudain deux chariots à traîner. Il est vrai que, pour poursuivre la même comparaison, il s'est montré un cheval exceptionnellement capable et ardent. *(Applaudissements.)* Néanmoins, tramer deux chariots, cela ne se fait pas, et j'attends maintenant avec impatience le retour des camarades Rykov et Tsiouroupa, pour répartir les activités un peu plus équitablement. Quant à moi, en raison de la diminution de ma capacité de travail, je dois mettre un temps beaucoup plus long que je ne le voudrais pour examiner les affaires.

En décembre 1921, lorsque j'ai dû interrompre mes occupations tout à fait, c'était la fin de l'année. Nous étions en train, à ce moment-là, de réaliser le passage à la nouvelle politique économique, et nous nous sommes aperçus alors que ce passage, bien que nous l'eussions entrepris depuis le début de 1921, était assez difficile, je dirais même très difficile. Il y a maintenant plus d'un an et demi que nous y procédons ; il est temps, semble-t-il, que la plupart occupent leurs nouvelles places et s'installent conformément aux conditions nouvelles notamment à celles de la nouvelle politique économique.

C'est dans le domaine de la politique extérieure que nous avons observé le moins de changements. Nous avons poursuivi la ligne que nous avons adoptée auparavant, et je pense pouvoir vous dire en toute conscience que nous l'avons poursuivie d'une façon parfaitement conséquente et avec un succès énorme. Il n'est d'ailleurs pas nécessaire de vous le rapporter en détail : la prise de Vladivostok, la manifestation qui l'a suivie et la déclaration relative à la fédération que vous avez lue ces jours-ci dans les journaux ont montré et démontré de toute évidence qu'à cet égard nous n'avons rien à changer⁹³. Nous sommes sur un chemin tracé tout à fait clairement et nettement, et nous nous sommes assuré un succès face aux Etats du monde entier, bien que certains d'entre eux soient prêts à dire, maintenant encore, qu'ils ne désirent pas s'asseoir avec nous à une même table. Néanmoins, les relations économiques, et après elles les relations diplomatiques se nouent ; elles doivent se nouer et elles se noueront nécessairement. Tout Etat qui s'y oppose risque de se retrouver à la traîne et, peut-être, risque-t-il sur certains points assez importants de se retrouver dans une situation désavantageuse. Cela, nous le voyons tous à présent, et pas seulement, par la presse, par les journaux. Je pense que les camarades qui ont eu l'occasion d'aller à l'étranger se rendent compte aussi de l'importance des changements intervenus. A cet égard, pour employer une vieille comparaison, nous n'avons eu besoin de changer ni de train ni d'attelage.

Mais pour ce qui est de notre politique intérieure, le changement de train que nous avons effectué au printemps de 1921 et qui nous était dicté par des circonstances d'une force persuasive extrême, à tel point qu'il n'y a eu à ce sujet aucun débat ni aucun différend entre nous, ce changement-là continue à nous causer quelques difficultés ; je dirais qu'il continue à nous causer de grandes difficultés. Et cela, non pas que nous ayons douté de la nécessité du tournant (il n'y a aucun doute là-dessus), non pas que nous ayons douté que l'essai de cette nouvelle politique économique ait réussi comme nous l'attendions. Je peux dire de la façon la plus nette qu'il n'y a aucun doute là-dessus, ni dans les rangs de notre Parti, ni dans les rangs de l'immense majorité des ouvriers et des paysans sans-parti.

En ce sens, la-question n'offre pas de difficultés. Celles-ci viennent de ce que nous avons eu à affronter une tâche dont l'exécution requiert très souvent des hommes nouveaux, des mesures et des procédés extraordinaires. Nous avons encore des doutes concernant la justesse de telle ou telle chose, il y a des changements dans telle ou telle direction, et il faut dire que tout cela subsistera encore pendant un temps assez long. « Nouvelle politique économique » ! Etrange appellation. Cette politique a été appelée nouvelle parce qu'elle retourne en arrière. Actuellement, nous reculons, nous semblons reculer, mais nous agissons ainsi pour reculer d'abord, et ensuite prendre notre élan et faire un bond plus puissant en avant. C'est à cette seule condition que nous avons reculé en adoptant notre nouvelle politique économique. Où et comment nous devons maintenant nous regrouper, nous adapter et nous réorganiser pour entreprendre, après le recul, le mouvement en avant le plus opiniâtre, nous ne le savons pas encore. Pour mener toutes ces actions dans un ordre normal, il faut, comme dit le proverbe, mesurer non pas dix fois, mais cent fois, avant de se décider. Il le faut pour venir à bout des difficultés incroyables

auxquelles nous nous heurtons dans l'accomplissement de toutes nos tâches. Vous savez parfaitement combien de sacrifices ont été consentis pour réaliser ce qui a été réalisé ; vous savez combien la guerre civile a été longue et combien de sacrifices elle a coûtés. Et voilà que la prise de Vladivostok nous a montré — Vladivostok est loin, mais elle est bien à nous, cette ville — (*applaudissements prolongés*) à tous la tendance générale vers nous, vers nos conquêtes. Là-bas comme ici, c'est la R.S.F.S.R. Cette tendance nous a délivrés à la fois des ennemis civils et des ennemis extérieurs qui nous attaquaient. Je parle du Japon.

Nous avons conquis une situation diplomatique bien déterminée, ce n'est rien d'autre qu'une situation diplomatique reconnue par le monde entier. Vous le constatez tous. Vous en voyez les résultats, mais que de temps il a fallu pour cela ! Nous avons obtenu maintenant la reconnaissance de nos droits par nos ennemis, qu'il s'agisse de politique économique ou de politique commerciale. La conclusion des accords commerciaux le démontre.

Nous pouvons nous rendre compte pourquoi il nous est si incroyablement difficile, à nous qui nous sommes engagés il y a un an et demi sur le chemin de ce qu'on appelle la nouvelle politique économique, d'avancer sur cette voie. Nous vivons dans un Etat à tel point détruit par la guerre, à tel point dévié de tout chemin tant soit peu normal, dans un Etat qui a tellement souffert et tant enduré, que maintenant, bon gré mal gré, nous commençons tous nos calculs par un pourcentage très, très petit, un pourcentage d'avant-guerre. Nous essayons d'ajuster cette mesure aux conditions de notre vie ; nous le faisons parfois avec beaucoup d'impatience et de fièvre ; et toujours nous nous persuadons qu'il y a des difficultés incommensurables. La tâche que nous nous sommes fixée là apparaît d'autant plus écrasante que nous la comparons aux conditions d'un Etat bourgeois ordinaire. Nous nous sommes assigné cette tâche, parce que nous comprenions qu'il était vain d'attendre des puissances les plus riches l'aide qui vient habituellement dans une telle situation. Après la guerre civile, on nous a presque boycottés, c'est-à-dire qu'on nous a dit : l'aide économique que nous avons l'habitude d'accorder et qui est normale dans le monde capitaliste, nous ne vous la consentirons pas.

Plus d'un an et demi s'est écoulé depuis que nous nous sommes engagés sur le chemin de la nouvelle politique économique ; un temps beaucoup plus long s'est écoulé depuis que nous avons conclu notre premier accord international et, néanmoins, ce boycottage de toute la bourgeoisie et de tous les gouvernements à notre égard continue. Nous ne pouvions espérer rien d'autre lorsque nous avons adopté les nouvelles conditions économiques, toutefois, nous ne doutions pas qu'il fallût les adopter, et que nous eussions à vaincre seuls. Plus le temps passe, et plus il devient clair que toute aide qui pourrait nous être accordée et qui nous sera accordée par les puissances capitalistes, loin d'éliminer cette situation, l'accentuera et l'aggravera encore davantage, selon toute vraisemblance, dans la grande majorité des cas. « Tout seuls », nous sommes-nous dit à nous-mêmes. « Tout seuls », nous dit presque chacun des Etats capitalistes avec qui nous avons conclu des marchés quels qu'ils soient, avec qui nous avons passé des conventions quelles qu'elles soient, avec qui nous avons engagé des négociations quelles qu'elles soient. Et il y a là une difficulté particulière. Nous devons en prendre conscience. Nous avons mis sur pied notre régime d'Etat par un travail de plus de trois ans, incroyablement pénible, incroyablement rempli d'héroïsme. Dans les conditions qui étaient les nôtres jusqu'à présent, nous n'avions pas le temps d'examiner si nous n'allions pas briser quelque chose en trop, nous n'avions pas le temps d'examiner s'il n'y aurait pas trop de victimes, parce qu'il y avait bien suffisamment de victimes, parce que la lutte que nous avons entreprise alors (vous le savez parfaitement, il n'est pas nécessaire de s'étendre là-dessus), c'était une lutte à mort contre le vieil ordre social, contre lequel nous luttons pour nous forger notre droit à l'existence et au développement pacifique. Ce droit, nous l'avons conquis. Ce n'est pas nous qui le disons, ce n'est pas le témoignage de gens que l'on peut accuser d'être partiaux à notre égard. C'est le témoignage de gens qui se trouvent dans le camp de nos ennemis et qui sont partiaux, bien sûr, mais nullement en notre faveur. Ces témoins se trouvaient dans le camp de Dénikine, ils étaient à la tête de l'occupation. Et nous savons que leur partialité nous a coûté très cher, qu'elle nous a coûté de nombreuses destructions. A cause d'eux, nous avons subi des pertes immenses, nous avons perdu des richesses de toute sorte, et la richesse principale — les vies humaines — dans des proportions incroyablement élevées. A présent, nous devons, en considérant nos tâches avec la plus grande attention, comprendre que la principale va être maintenant de ne pas céder nos anciennes conquêtes. Nous ne céderons aucune de nos anciennes conquêtes. (*Applaudissements.*) En même temps, nous sommes placés devant une tâche absolument nouvelle ; l'ancien peut s'avérer un obstacle manifeste. Cette tâche est la plus difficile à comprendre. Pourtant, il faut s'en rendre compte pour apprendre à travailler lorsqu'on doit pour ainsi dire se retourner comme un gant. Je pense, camarades, que ces paroles et ces mots d'ordre sont compréhensibles, parce que pendant l'année presque entière où j'ai été absent, vous avez dû en parler et y réfléchir sous des angles différents, à des centaines d'occasions, pratiquement, à pied d'oeuvre ; et je suis sûr que vos réflexions ne peuvent vous conduire qu'à une seule conclusion : nous devons faire preuve maintenant plus que jamais, de cette souplesse dont nous avons donné la mesure jusqu'à présent sur le théâtre de la guerre civile.

Nous ne devons pas renoncer au passé. Toutes les concessions qui nous mettent au niveau des puissances capitalistes leur donnent l'entière possibilité d'entrer en relations avec nous, et leur assure un profit parfois plus élevé, peut-être, qu'il ne faudrait. Par ailleurs, nous ne cédon qu'une faible partie des moyens de production que notre Etat détient dans leur quasi-totalité. Ces jours-ci les journaux ont évoqué la question de la concession proposée par l'Anglais Urquhart⁹⁴ qui, jusqu'à présent, était presque constamment contre nous dans la guerre civile. Il disait : « Nous atteindrons notre objectif par la guerre civile contre la Russie, contre cette même Russie qui a osé nous enlever telle et telle chose. » Et, après cela, il nous a fallu entrer en contact avec lui. Nous n'avons pas refusé ce contact, nous l'avons accepté avec la plus grande joie, mais nous avons dit : « Excusez-nous, ce que nous avons conquis, nous ne le rendons pas. Notre Russie est tellement grande, nos possibilités économiques sont tellement nombreuses, et nous nous jugeons en droit de ne pas refuser votre aimable proposition, mais nous la discuterons de sang-froid, en hommes d'affaires. » Il est vrai que notre première conversation n'a pas abouti, car nous n'avons pu, pour des motifs politiques, accepter sa proposition. Nous avons dû lui répondre par un refus. Aussi longtemps que les Anglais n'admettaient pas notre participation au règlement de la question des détroits, des Dardanelles⁹⁵, nous devions répondre par un refus ; mais aussitôt après avoir refusé, nous devions examiner cette question quant au fond. Nous avons discuté pour savoir si cela nous est avantageux ou non, si cela nous est avantageux d'accorder cette concession et, dans l'affirmative, à quelles conditions. Il fallait discuter le prix. Voilà qui vous montre clairement, camarades, que nous devons maintenant aborder les questions tout autrement que nous le faisons auparavant. Auparavant, le communiste disait : « Je donne ma vie », et cela lui paraissait très simple, bien que ce ne fût pas toujours aussi simple. Mais maintenant une tâche entièrement différente nous incombe, à nous communistes. A présent, nous devons tout calculer, et chacun de vous doit apprendre à devenir circonspect. Nous devons calculer comment nous allons assurer notre existence dans une conjoncture capitaliste, comment nous allons tirer profit de nos adversaires, lesquels, bien entendu, vont marchander, n'ont jamais désappris à marchander et s'efforceront de marchander à notre détriment. Cela non plus nous ne l'oublions pas, et nous n'imaginons nullement que les brasseurs d'affaires se soient quelque part transformés en agneaux et qu'ils nous offrent pour rien toute sorte de biens. Cela n'existe pas, et nous ne l'espérons pas. Ce sur quoi nous comptons, c'est que, ayant pris l'habitude de la riposte, là encore nous saurons nous débrouiller, et nous montrer capables de faire du commerce, de gagner de l'argent, et de sortir des situations économiques difficiles. Cette tâche-là est très ardue. C'est à cela que nous travaillons. Je voudrais que nous arrivions à nous rendre compte clairement de l'abîme qui sépare la tâche ancienne et la nouvelle. Si profond que soit cet abîme, la guerre nous a appris à manoeuvrer et nous devons comprendre que la manoeuvre qui nous attend maintenant, que nous devons opérer à présent, est la plus difficile. En revanche, c'est apparemment la dernière. Nous devons mettre ici toutes nos forces à l'épreuve et démontrer que nous ne nous contentons pas d'avoir appris par cœur nos leçons d'hier et de rabâcher. Mille excuses, nous avons commencé à réapprendre, et nous réapprendrons de telle façon que nous réussirons certainement, et que notre succès sera pour tous évident. Et c'est pour permettre cette étude que le moment me paraît venu de nous promettre fermement l'un à l'autre, une fois de plus, ceci : tout en effectuant ce mouvement de recul, que nous avons appelé la nouvelle politique économique, nous avons fait en sorte de n'abandonner aucune acquisition nouvelle, et dans le même temps, d'offrir aux capitalistes des avantages tels que tout Etat, quelle que soit son hostilité à notre égard, se trouvât contraint d'accepter des marchés et des rapports avec nous. Le camarade Krassine, qui s'est à maintes reprises entretenu avec Urquhart, chef et soutien de toute l'intervention, a dit qu'après toutes les tentatives faites pour nous imposer coûte que coûte l'ancien régime dans la Russie entière, Urquhart vient s'asseoir à la même table que lui, Krassine, et demande : « Combien ? Quelle quantité ? Pour combien d'années ? »... (*Applaudissements.*)

Il y a encore assez loin de tels propos à la conclusion effective d'une série de concessions qui nous feraient accéder à des relations contractuelles tout à fait précises et intangibles, du point de vue de la société bourgeoise ; cependant, nous voyons dès maintenant que nous en approchons, que nous y sommes presque parvenus, mais pas encore tout à fait. Il faut le reconnaître, camarades, et ne pas être présomptueux. Nous sommes encore loin d'avoir conquis pleinement ce qui nous rendra forts, indépendants et bien assurés de ne craindre aucun marché capitaliste, bien assurés que, si difficile que soit un marché, nous pouvons le conclure, en pénétrer le sens et le régler. C'est pourquoi le travail que nous avons entrepris dans ce domaine, travail politique et travail du Parti, doit être poursuivi ; c'est pourquoi il faut que nous passions des procédés anciens à des procédés absolument nouveaux.

Notre appareil n'a pas changé, et notre tâche consiste maintenant à le refondre. Nous ne pouvons pas le faire d'un coup, mais nous devons organiser les choses de façon que nos communistes soient convenablement répartis. Il faut qu'ils tiennent en main les appareils auxquels ils sont attachés, et non pas, comme cela arrive fréquemment chez nous, que ce soit l'appareil qui les tienne en main. Il est inutile de taire nos péchés, et il faut le dire franchement. Voilà quelles tâches nous incombent ; voilà quelles difficultés nous attendent, et cela justement à un moment où nous nous sommes engagés dans la voie des réalisations, où nous avons dû cesser de considérer le socialisme comme une icône peinte de couleurs éclatantes. Il importe d'adopter l'orientation juste ; il faut que

tout soit vérifié, que les masses et toute la population vérifient notre voie et disent : « Oui, c'est mieux que l'ancien régime. » Tel est notre objectif. Notre Parti, un groupe peu nombreux par rapport à l'ensemble de la population, s'y est mis. Ce noyau s'est donné pour tâche de tout transformer, et il le fait. Que cela ne soit pas une utopie, mais une œuvre vivante, nous l'avons démontré. Nous l'avons tous vu ; c'est chose faite. Il convient de transformer de façon que la majorité des masses travailleuses, paysannes et ouvrières dise : « Ce n'est pas vous qui vous vantez, c'est nous qui vous louons ; nous disons que vous avez atteint des résultats meilleurs, après lesquels aucun homme raisonnable n'envisagera jamais de revenir au passé. » Nous n'en sommes pas encore là. *C'est pourquoi la NEP continue d'être le mot d'ordre principal, immédiat, universel d'aujourd'hui.* Nous n'oublierons aucun des mots d'ordre que nous avons appris hier. Nous pouvons le déclarer à n'importe qui en toute tranquillité et sans l'ombre d'une hésitation, et chacun de nos actes le confirme. Mais nous devons encore nous adapter à la nouvelle politique économique. Tous ses aspects négatifs qu'il n'est pas besoin d'énumérer, que vous connaissez parfaitement, il faut savoir les infléchir, il faut savoir les réduire au minimum ; il faut savoir organiser toute chose rationnellement. Notre législation en fournit entièrement la possibilité. Saurons-nous nous y prendre ? La question n'est pas tranchée, loin de là. Nous sommes en train de l'étudier. Chaque numéro de notre journal du Parti nous offre une dizaine d'articles où nous lisons : dans telle fabrique, chez tel fabricant, les conditions du bail sont celles-ci ; mais là où le directeur est un camarade, un communiste, les conditions sont autres. L'entreprise fournit-elle un revenu ou non, se justifie-t-elle ou non ? Nous sommes arrivés au cœur même des questions quotidiennes, et cela constitue un immense progrès. Dès à présent, le socialisme n'est plus la question d'un avenir éloigné, je ne sais quelle image abstraite, ou je ne sais quelle icône. A propos d'icônes, nous gardons notre ancienne opinion, fort mauvaise. Nous avons réussi à implanter le socialisme dans la vie quotidienne, et c'est là que nous devons nous y retrouver. Voilà la tâche de l'heure, voilà la tâche de notre époque. Permettez-moi de terminer en exprimant l'assurance que, si difficile que soit cette tâche, si nouvelle qu'elle soit par rapport à l'ancienne, et si nombreuses que soient les difficultés qu'elle nous occasionne, tous ensemble, en l'espace de quelques années, et non demain, tous ensemble nous l'accomplirons coûte que coûte, et de la Russie de la NEP sortira la Russie socialiste. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

*La « Pravda » n° 263, 21 novembre 1922
V. Lénine, Œuvres, t. 33, pp. 447-456*

92. L'Assemblée plénière du Soviet de Moscou, siégeant avec les assemblées plénières de tous les Soviets des arrondissements de Moscou au Théâtre Bolchoï, entendit le rapport d'activité du Présidium et du Comité exécutif du Soviet de Moscou à la veille des élections régulières aux Soviets de la ville et des arrondissements. Ce fut la dernière intervention publique de Lénine.

93. Lénine a en vue l'Arrêté sur la réunification de la République de l'Extrême-Orient avec la R.S.F.S.R. qui fut adopté par l'Assemblée populaire de la République de l'Extrême-Orient le 14 novembre 1922 et rendu public le 15 novembre 1922.

94. Fin octobre-début novembre 1922, la *Pravda* publia une série d'articles polémiques concernant la conclusion d'un accord avec Urquhart. Les pourparlers en vue de la conclusion d'un accord de concession pour l'exploitation des gisements de minerais avec l'industriel et financier anglais Urquhart se tinrent en 1921-1922. Le projet de cet accord devait être ratifié par le Conseil des Commissaires du Peuple dans le délai d'un mois après sa signature. Après avoir examiné le contrat, Lénine l'apprécia comme très désavantageux pour l'État soviétique et se prononça contre sa ratification. Le plénum du C.C. du P.C.(b)R. le 5 octobre et le Conseil des Commissaires du Peuple le 6 octobre 1922 décidèrent de rejeter le contrat préalable avec Urquhart.

95. Il s'agit de la conférence sur les problèmes du Proche-Orient que préparaient l'Angleterre, la France et l'Italie après l'échec de l'intervention anglo-grecque en Turquie (Conférence de Lausanne). Les puissances impérialistes déclarèrent que la Russie soviétique serait admise à la conférence seulement pour les débats portant sur les détroits de la mer Noire.